

## Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP) Communiqué de presse de la FSESP – 18 octobre 2018

**Les citoyens au Parlement européen : Défendez le droit à l'eau et mettez en œuvre l'ICE**

**Embargo jusqu'au 19 octobre 10.00**

(Bruxelles, 18 octobre 2018) Avant le vote de la semaine prochaine au Parlement européen sur la directive sur l'eau potable (DWD), la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) exhorte les membres du Parlement européen (MPE) à soutenir l'appel en faveur de l'accès universel à l'eau potable.

En février de cette année, la Commission européenne (CE) a entamé le processus de révision de la directive DWD, y compris pour la première fois une référence directe à la toute première initiative citoyenne européenne réussie - Right2water. La FSESP le soutient depuis 2012. Bien que les propositions de la CE ne reconnaissent pas pleinement le droit à l'eau dans le droit communautaire tel que défini par les Nations Unies en 2010, nous le considérons comme un pas dans la bonne direction. Un vote au sein de la commission de l'environnement compétente du Parlement n'est pas allé assez loin.

Le Parlement européen a l'occasion d'écouter les quelque 2 millions de citoyens qui ont signé en 2013 l'Initiative citoyenne européenne (ICE). Le rapport de l'eurodéputé Michel Dantin inclut quelques progrès mais rate l'occasion d'assurer l'inclusion d'un approvisionnement universel en eau potable sûre et de haute qualité. La FSESP et d'autres partisans de l'ICE font campagne en ce sens, ce qui nous rapproche de la reconnaissance du droit humain à l'eau dans l'UE. Il faut une position ferme à l'égard du Conseil pour convaincre tous les États membres.

**Jan Willem Goudriaan**, secrétaire général de la FSESP et vice-président de l'ICE right2water, déclare : *"Jusqu'à présent, les députés européens ont soutenu les millions de citoyens qui souhaitent que le droit humain à l'eau soit reconnu dans l'UE. Maintenant, le Parlement peut faire en sorte que cela se fasse par le biais de la législation de l'UE." Il ajoute : "Le vote de mardi sera un signal important en vue des prochaines élections européennes pour montrer que le PE peut apporter sa contribution aux citoyens européens".*

La FSESP appelle les députés européens à soutenir les amendements de compromis alternatifs 206 et 210

Pour plus d'informations, contactez Pablo Sanchez [psanchez@epsu.org](mailto:psanchez@epsu.org) 0032(0) 474 62 66 33

\*\*\*\*\*

*La FSESP est la **Fédération syndicale européenne des Services publics**. Elle est la plus grande des fédérations membres de la CES, avec 8 millions de travailleurs/euses du service public de plus de 260 organisations syndicales qui en sont membres. La FSESP représente les travailleurs/euses des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et des administrations locales, régionales et centrales dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site Web <http://www.epsu.org>*